

Chapitre 1 – Les enjeux de la mondialisation des économies

EXTRAIT DU PROGRAMME : 5. Relations économiques et financières internationales ; globalisation économique et financière, principaux faits et grandes tendances.

PLAN DU COURS

I. DEFINITIONS

II. HISTORIQUE DU PHENOMENE

A. LA PREMIERE MONDIALISATION DE 1830 A 1914

1. LES CAUSES DE LA PREMIERE MONDIALISATION

2. LES CARACTERISTIQUES DE LA PREMIERE MONDIALISATION

B. LA SECONDE MONDIALISATION DE 1949 A AUJOURD'HUI

1. LES CAUSES DE LA SECONDE MONDIALISATION

2. PREMIERE PHASE DE 1949 A 1973

3. DEUXIEME PHASE A PARTIR DE 1979

4. VERS UNE DEMONDIALISATION, UNE *SLOWBALISATION* OU UNE MONDIALISATION ENTRE AMIS ?

III. QUELQUES ENJEUX DE LA MONDIALISATION

A. MONDIALISATION ET CROISSANCE

B. MONDIALISATION ET INEGALITES

C. MONDIALISATION ET ENVIRONNEMENT

D. MONDIALISATION ET GOUVERNANCE MONDIALE

1. LA NOTION DE BIENS PUBLICS MONDIAUX

2. LES ENJEUX DES BIENS PUBLICS MONDIAUX

E. MONDIALISATION ET CULTURE

F. MONDIALISATION ET MIGRATIONS

TRAVAIL PERSONNEL

MOTS CLES A DEFINIR : mondialisation, économie-monde, commerce international, internationalisation, transnationalisation, globalisation financière, « 3D », décloisonnement, déréglementation, désintermédiation, démondialisation, hypermondialisation, altermondialisation, démondialisation, division internationale du travail (DIT), décomposition internationale des processus productifs (DIPP), mondialisation entre amis/*friend-shoring*/amicalisation, *slowbalisation*, échanges intrabranches, firme multinationale (FMN), investissement direct à l'étranger (IDE), General Agreement on Tarrifs and Trade (1947), Organisation Mondiale du Commerce (1995), régionalisation, bien public mondial, théorème de Stolper-Samuelson, courbe de Kuznets environnementale, occidentalisation/américanisation du monde, *brain-drain*.

THEORIES/AUTEURS A CONNAITRE : Amartya Sen (2001), Frédéric Teulon, Marshal McLuhan (1967), Fernand Braudel (1979)^{***}, Charles-Albert Michalet (1938-2007), François Rachline (1985), Henri Bourguinat (1999)^{***}, Bernard Lassudrie-Duchêne (1982)^{***}, Michael Porter (1988), Auguste Blanqui (1837), Jean Fourastié (1949), Walden Bello (2002), Jacques Sapir (2011), Arvind Subramanian et Martin Kessler (2013)^{***}, Suzanne Berger (2003), Dani Rodrik, Pol Antràs (2020), Pinelopi Goldberg et Tristan Reed (2023)^{***}, Adam Smith (1776)^{***}, David Ricardo (1817)^{***}, Joseph Stiglitz (2002), Janet Yellen (2021), Gilles Fumey, Charles Kindleberger (1986), Albert Tucker (1950), Paul Bairoch (1993)^{***}, Paul Krugman, Gene Grossman et Alan Krueger (1994), Garrett Hardin (1968)^{***}, Serge Latouche (2005)^{***}, Kenichi Ohmae (1985).

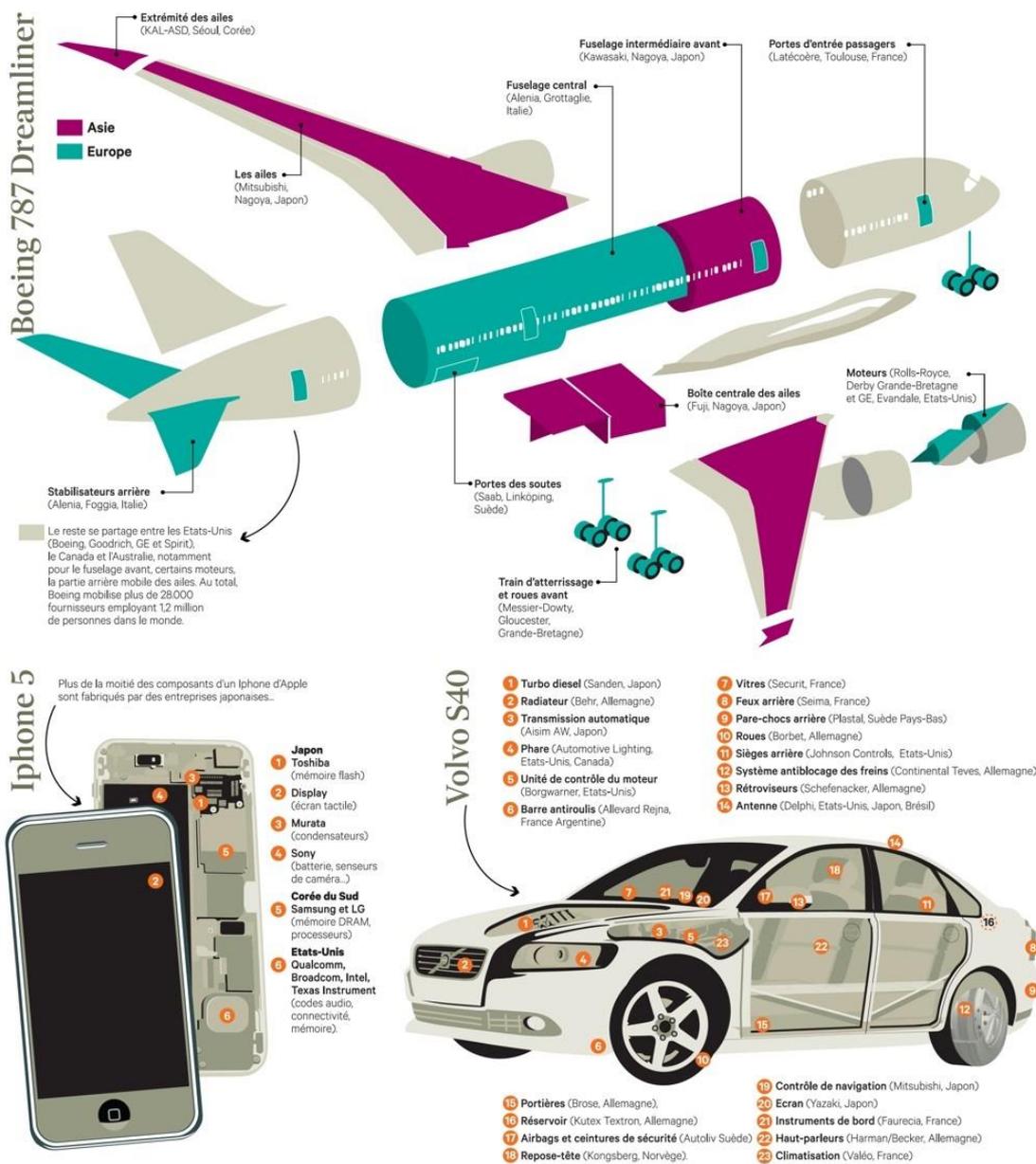
BIBLIOGRAPHIE :

Dollo, C., Braquet, L., Dolce, D., & Gineste, N. (2016). Économie. Sirey. Aide mémoire : **Chapitre 26 – Mondialisation et gouvernance mondiale.**

QUELQUES SUJETS POUR S'ENTRAINER / REFLECHIR :

- ◆ La globalisation est-elle allée trop loin ? [Sujet ENS oral 2018]
- ◆ L'ouverture de l'économie contraint-elle l'action des autorités de politique économique ? [Sujet ENS oral 2018]
- ◆ La mondialisation : une menace pour l'environnement ?
- ◆ Faut-il réglementer le commerce international ?
- ◆ Faut-il s'attendre au retour en force du protectionnisme ?
- ◆ L'ouverture économique est-elle toujours une opportunité pour les économies ?

DOCUMENT N°1 : Décomposition internationale des processus productifs (DIPP, Bernard Lassudrie-Duchêne, 1982)



DOCUMENT N°2 : Pas de printemps pour le commerce mondial. Sébastien Jean.

Valeur trimestrielle totale du commerce extérieur des pays du G7 en milliards de dollars.



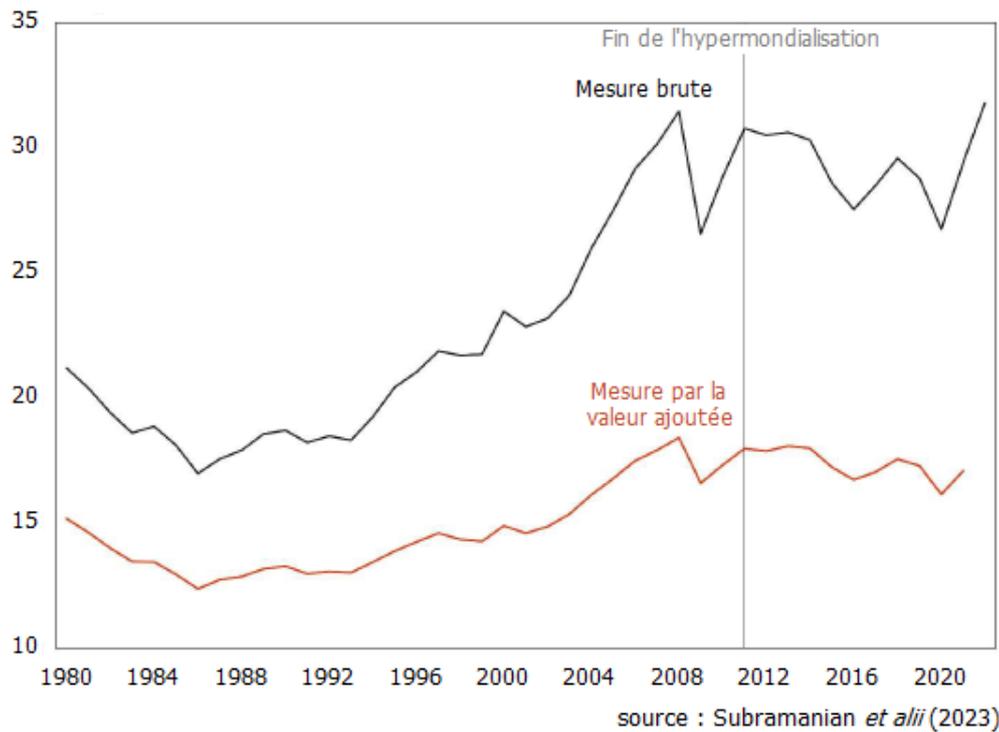
Source : Calculs de l'auteur à partir de données de l'OMC.

DOCUMENT N°3 : Evolution des échanges internationaux en % du PIB mondial



Source : Krugman (2023)

DOCUMENT N°4 : Evolution des exportations mondiales en % du PIB mondial



DOCUMENT N°5 : La lente fragmentation de l'économie mondiale. Le Monde, 14/09/2023.

Une nouvelle mondialisation est en train de voir le jour. Dans son rapport annuel publié le 12 septembre, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) constate que les échanges de marchandises ne diminuent pas mais progressent à l'intérieur de blocs géopolitiques rivaux. Autrement dit, la mondialisation ne perd pas de terrain, mais devient de plus en plus cloisonnée. L'OMC a ainsi calculé que les échanges entre les deux principaux blocs géopolitiques – définis à partir de la proximité de leurs votes à l'assemblée des Nations unies – avaient progressé entre 4% et 6% plus lentement qu'à l'intérieur de ces blocs. « Les premiers signes d'une recomposition du commerce sur la base d'affinités géopolitiques sont apparus, avec des relocalisations qui se font de plus en plus dans des pays amis », note l'OMC dans son rapport.

Dans un monde traversé par les divisions géopolitiques, les interdépendances commerciales sont devenues des sources de vulnérabilité. Les tensions entre les Etats-Unis et la Chine ont débouché sur une guerre commerciale, avec une hausse des tarifs douaniers à partir de 2018. Même si les échanges entre les deux pays ont atteint un niveau record de 690 milliards de dollars en 2022, la part de la Chine dans les importations américaines est tombée de 22% à 17% entre 2017 et 2022. Ailleurs, les mesures de rétorsion, comme une hausse des droits des douanes ou l'instauration de nouvelles normes techniques, se sont multipliées au cours des dernières années passant de 3 en 2005 ou 2006, au chiffre niveau jamais atteint de 41 en 2021, sous l'effet des récentes crises. La pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine ont conduit certains pays à interdire leurs exportations de médicaments ou

de produits agricoles par crainte de pénuries. Est-ce le début de la démondialisation ? L'OMC reste prudente et relève que la part du commerce dans le produit intérieur brut (PIB) mondial stagne depuis une quinzaine d'années, après avoir grimpé de 25% à 61% entre 1970 et 2007. En raison non pas d'un arrêt de la libéralisation des échan-

ges mais plutôt du redéploiement des chaînes de valeur à travers le monde qui a atteint ses limites, et d'une recomposition de l'économie mondiale. La part de l'industrie dans le PIB mondial diminue au détriment des services, qui sont moins délocalisables.

Course aux subventions
L'OMC met toutefois en garde contre une fragmentation de l'économie mondiale qui rendrait « les défis environnementaux plus difficiles à atteindre ». Selon les économistes de l'institution, l'ouverture des frontières facilite la circulation des technologies vertes et les économies d'échelle contribuent à la baisse de leurs coûts, donc à leur adoption. Un commerce ouvert est aussi, pour l'OMC, la meilleure garantie d'une sécurité économique, puisqu'il permet d'absorber les chocs en offrant de nombreuses solutions de rechange. « Un recul de l'intégration à l'économie mon-

diale sacrifierait les progrès récents en matière de développement et compliquerait la lutte contre la pauvreté », avertit enfin Ngozi Okonjo-Iweala, la directrice générale de l'OMC. Dans un récent rapport, le think tank américain Council on Foreign Relations (CFR) s'inquiète de la course aux subventions engagée par les Etats-Unis (Inflation Reduction Act, The Chips and Science Act), suivis par l'Union européenne (Green Deal Industrial Plan), pour soutenir leurs industries. « Cela coûte très cher aux Etats, tout en défavorisant les pays qui n'ont pas les moyens de venir en aide à leur industrie », regrette Inu Manak, chercheuse au CFR. Cette inquiétude est loin d'être partagée par tous les économistes. « Aucune révolution industrielle ne s'est produite sans le soutien de l'Etat », explique Isabelle Bensedou, directrice adjointe du Centre d'études pros-

pectives et d'informations internationales, car il y a des investissements trop risqués pour être pris en charge par le secteur privé, d'autres qui ne sont pas suffisamment rentables, comme dans les infrastructures ou la protection de la biodiversité. » L'économiste justifie un interventionnisme accru de l'Etat dans le contexte actuel. « La crise due au Covid nous a appris que les dépendances pouvaient nous rendre vulnérables ; or en matière d'industrie verte, le monde dépend de la Chine, qui se sert du commerce comme d'une arme géopolitique », avance M^{me} Bensedou. Selon elle, les plans de subvention massifs des pays riches peuvent aider les autres dans leur transition énergétique en abaissant le coût des technologies vertes. C'est en subventionnant massivement son industrie de panneaux photovoltaïques que la Chine a contribué à leur diffusion dans le monde. ■

« Un recul de l'intégration à l'économie mondiale sacrifierait les progrès récents en matière de développement »
NGOZI OKONJO-IWEALA
directrice générale de l'OMC

JULIEN BOUISOUS

I. Définitions

- « La mondialisation n'est pas un **phénomène nouveau**, pas plus qu'elle n'est une **simple occidentalisation**. **Pendant des milliers d'années**, la mondialisation a progressé du fait des voyages, du commerce, des migrations, de l'expansion des cultures, de la propagation du savoir et des découvertes (y compris dans la science et la technologie). »

Amartya Sen « Dix vérités sur la mondialisation », Le Monde, 18 juillet 2001.

- La mondialisation est un processus d'**interdépendance** croissante des économies par des échanges **commerciaux, financiers, informationnels, technologiques, humains** ou **culturels**, menant à la constitution d'un espace économique mondial de plus en plus **intégré**.
 - Ainsi, attention, la mondialisation ne renvoie **pas uniquement** au commerce international de biens et de marchandises : c'est une notion beaucoup **plus large, complexe, systémique, englobante**.
- A travers la mondialisation, « toutes les **composantes** de l'activité économique se définissent aujourd'hui à un niveau **mondial** » **François Rachline (1985)**. Ces composantes sont **principalement** les suivantes :
 - **Flux de marchandises, biens et services** (Partie 7 – Relations économiques internationales).
 - **Flux financiers** (Partie 6 – Relations financières internationales).

On parle aujourd'hui de **globalisation financière** : création d'un **grand marché unifié** de l'argent au niveau planétaire. Elle se caractérise par une **forte mobilité internationale des capitaux**, ce qui est possible notamment grâce aux **Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)**.

 - **Henri Bourguinat (1999)** définit les « **3 D** » : la globalisation financière est « *le processus de mise en communication, de plus en plus poussé, des marchés nationaux de capitaux qui conduit à un marché financier mondial en voie d'unification croissante* ».
 - La globalisation financière repose donc sur les « **3 D** » :
 - **Dérèglementation** : conduite par les **Etats**, qui abolit les entraves aux **flux de capitaux**, favorise les innovations **financières** et libéralise les transactions sur les marchés des **changes**.
 - **Désintermédiation** : diminution des **financements intermédiés** par les banques (mais toujours de l'**intermédiation de marché** réalisée par les **banques**) : accès **direct** aux marchés financiers au sens large.
 - **Décloisonnement** : suppression des barrières **entre différents marchés monétaires et financiers** au sein de chaque pays et **ouverture vers l'extérieur** des marchés nationaux de capitaux.
 - **Flux d'informations** : la mondialisation actuelle a été rendue possible par les innovations en matière de **télécommunications**. On parle de « **village planétaire** » au sens de **Marshal McLuhan (1967)**.
 - **Flux migratoires** : de travailleurs, de touristes, d'étudiants, de familles etc.
- Pour **Frédéric Teulon**, la mondialisation marque la fin d'un processus de **trois étapes principales** :
 - **Internationalisation** : développement du **commerce international**, uniquement via des échanges de **biens** et de **marchandises** au départ.
 - **Transnationalisation** : développement des flux de **capitaux**, via des **Investissements Directs à l'Étranger (IDE)**.

- **Globalisation** : développement de **réseaux mondiaux** de **production** et d'**information**.
- On pourrait ajouter dans une dernière étape le processus de la **globalisation financière**.

⇒ **Problématiques** de la mesure de la mondialisation :

📖 *Lecture de l'article d'Alternatives Economiques – Une mondialisation surestimée.*

I. Historique du phénomène

- La mondialisation est un processus **ancien**, mais marqué **depuis les années 80** par une **déconnexion** entre l'espace **économique** de plus en plus intégré au niveau **mondial** et l'espace **politique** qui reste celui de l'**Etat nation**.
 - L'historien **Fernand Braudel (1979)** a développé le **concept d'économie-monde** pour définir le **système économique international** des **anciens empires espagnols et britanniques**. Selon lui, une économie-monde est « *un morceau de la planète économiquement autonome, capable pour l'essentiel de se suffire à lui-même et auquel ses liaisons et ses échanges intérieurs confèrent une certaine unité organique* ».
 - Dès l'**Antiquité** puis au **Moyen-âge**, les **cités marchandes** échangent entre elles. **Historiquement**, plusieurs grandes économies-monde se sont succédées, correspondant à des étapes de la mondialisation : la **Méditerranée** au **XVI^{ème}** siècle, l'empire **hispanique** au **XVII^{ème}** siècle, l'empire **britannique** au **XIX^{ème}** siècle.

⇒ On pourrait alors appréhender la mondialisation actuelle comme la formation d'une **seule économie-monde** à **l'échelle du monde**.

- On distingue alors **deux** grandes phases de la mondialisation :
 - La **première** mondialisation a pour origine la **première Révolution Industrielle** de 1815.
 - Terme utilisé pour la première fois par **Auguste Blanqui** en 1837 dans son ouvrage Histoire de l'économie politique.
 - Elle a duré de **1830 à 1914**.
 - La **seconde** mondialisation a commencé avec la reconstruction qui a suivi la **Seconde Guerre mondiale**, puis les **avancées technologiques** ont modifié les notions d'espace et de temps durant les années 1980 et accéléré le processus d'intégration des économies.

A. La première mondialisation de 1830 à 1914

- A la fin du **XIX^{ème}** siècle et jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'internationalisation de l'économie tant au niveau des biens que des capitaux était **aussi importante** qu'au milieu des années 1980.
 - De 1830 à 1914, le volume des échanges mondiaux a été multiplié par **20**. Le commerce mondial des marchandises représentait 3 % de la production en 1800 et plus de 30 % en 1913.
 - Quant aux mouvements de **personnes**, la baisse des coûts de transports favorisa l'**immigration**.
 - Exemple : L'Irlande et la Suède perdirent 10 % de leur population par décennie avant la guerre et 65 millions d'européens s'installèrent dans les pays d'immigration européenne (Australie, Nouvelle-Zélande, Canada, États-Unis).
- Cette période est ainsi qualifiée de « première mondialisation » par **Suzanne Berger (2003)**.

1. Les cause de la première mondialisation

- Les **révolutions industrielles** du XIX^{ème} (1815 et 1880 respectivement) ont facilité le **développement des échanges** par la hausse de la **production** et la baisse des **coûts de transport**.
 - Grâce aux **innovations** : dans la filature et le tissage, la machine à vapeur, dans le transport fluvial et maritime.
 - **Exemple** : à la fin du XIX^{ème} siècle, 90 % de la marine marchande est à vapeur alors que seulement 4 % l'était en 1850. Ce passage de la voile à la vapeur a permis de **diviser par 7** le prix du fret maritime.
- Le développement des échanges a également été facilité par l'avènement des **théories du commerce international**.
 - **Adam Smith (1776)** et **David Ricardo (1817)** ont développé dans un cadre rigoureux des théories du commerce international démontrant les **vertus de la spécialisation internationale permise par le commerce international** par les **gains mutuels** qu'elle apporte aux partenaires commerciaux.

2. Les caractéristiques de la première mondialisation

- L'**Europe** est au cœur du commerce mondial, la **Grande Bretagne** en étant l'acteur **principal**.
 - En 1850, l'Europe réalise 70 % du commerce mondial et la Grande-Bretagne en assure 20 % à elle seule, suivie par l'Allemagne (8 %) et la France (6 %).
- Les **investissements étrangers** se développent. Les pays en développement jouent alors un rôle important, l'Amérique Latine et l'Asie étant les **deux principales zones d'accueil d'investissements directs**.
- A la fin du XIX^{ème} siècle, l'importance de l'**Europe** dans le commerce international diminue.
 - La **Grande-Bretagne**, notamment, même si elle garde sa **première** place de nation commerçante, voit sa part dans le commerce international **diminuer**.
 - Cette période se caractérise par un changement dans la **nature** des produits échangés.
 - Les échanges de matières premières **agricoles** ou **minières** (coton, charbon) remplacent le commerce des **épices** des siècles précédents.
 - Le XIX^{ème} siècle est aussi la période où les produits **industriels** (métallurgiques et chimiques) commencent à être échangés.
- La **Première et la Seconde Guerre mondiale** ont donné un **coup d'arrêt brutal** au commerce international. Entre 1913 et 1950, on assiste à une **quasi-stagnation** des échanges internationaux qui augmentent d'ailleurs **moins vite** que la production mondiale.
 - Le monde a notamment connu une période de fort ralentissement du commerce international à la suite de la **Grande Dépression de 1929**. Les pays ont alors tenté de soutenir leur production nationale et de réduire leur chômage en érigeant des **barrières commerciales** importantes (**mesures protectionnistes**).
 - **Exemple** : La Grande Bretagne augmente ses droits de douane jusqu'à 100 % en adoptant une loi nommée « *British Emergency Act* » en 1931.
- Ce n'est que durant les années 1950 que les échanges ont repris pour se développer à nouveau et progresser **deux fois plus vite** que la production mondiale. Ce sera la **seconde** mondialisation.

B. La seconde mondialisation de 1949 à aujourd'hui

1. Les causes de la seconde mondialisation

- **Progrès technique** et baisse des **coûts de transport** ;
- Développement des **TIC** et de la **logistique** organisée en **réseau** ;
- Réduction des **droits de douane** et des **barrières douanières** en général ;
- **Régionalisation** croissante des échanges.
- Exemples : De 1960 à 2000, le coût des transports maritimes a été divisé par près de quatre et celui des communications téléphoniques par 64.

2. Première phase de 1949 à 1973

- Les « **Trente Glorieuses** » (Jean Fourastié, 1979) : âge d'or de la **croissance mondiale** et du **commerce international**.
 - Exemple : croissance du commerce international d'environ 7 % par an entre 1949 et 1960, 10 % par an entre 1960 et 1973.
 - Les années 1960 et 1970 sont aussi celles de la forte croissance des **investissements internationaux**, et les pays en développement **ne constituent plus la destination principale des IDE** comme au début du siècle.
 - Car ces investissements ont de plus en plus lieu dans des **secteurs manufacturés**.
- Le **choc pétrolier de 1973** est un coup dur pour la **croissance mondiale** et, associé aux **désordres monétaires internationaux (abandon de la convertibilité en or du dollar en 1971)**, il a entraîné un **ralentissement** du commerce international des pays industrialisés, notamment européens.

3. Deuxième phase à partir de 1979

- Entre **1992 et 2008**, alors que le PIB mondial augmente en moyenne de 6 % par an, les exportations mondiales augmentaient au rythme moyen de 10 % par an. En conséquence, la part des exportations dans le PIB mondial et les PIB nationaux est passée **de moins de 20 % à plus de 30 %** au cours de la période.
- Développement des échanges **intra-branches** : échange de produits **similaires** entre pays **similaires**.
 - Echanges croissants entre les **pays du Nord** (et non entre Nord et Sud comme auparavant).
- Progression du processus d'**intégration régionale**. Exemples : ALENA (1994), ASEAN (1967), MERCOSUR (1991), EEE (1994), Partenariat Régional Economique Global (PREC, 2022) autour de 15 pays du Pacifique.
- Mise en place de **stratégie globale de localisation des firmes multinationales (FMN)** : la **Décomposition internationale des processus productifs (DIPP, Bernard Lassudrie-Duchêne, 1982)** et l'optimisation des **chaînes de valeur mondiales** par fragmentation des activités à l'échelle planétaire (**Michael Porter, 1988**) : **globalisation**. **Document n°1**.
- Succès de stratégies de développement par la **promotion des exportations** : les **4 Dragons** (Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Hong-Kong), **BRICS** (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), **PECO, Tigres ou bébé Tigres** (Thaïlande, Malaise, Indonésie, Viêt Nam, Philippines).

- Intensification de la mondialisation **financière** :
 - Les **flux transfrontaliers mondiaux annuels de capitaux** ont fortement augmenté depuis le début des années 1980.
 - Ils ont **doublé** pendant les années 1980, ont été **multipliés par 5** dans les années 1990 puis ont à **nouveau doublé** entre 2000 et 2007.
 - En 2008-2009, une **baisse brutale** liée à la crise financière est constatée.
- ⇒ **Document n° 2** : La crise financière de 2007-2008 a finalement donné un coup d'arrêt au mouvement d'ouverture des économies : la chute des échanges a été **plus importante** que celle du PIB.

4. Vers une démondialisation, une *slowbalisation*, ou une mondialisation entre amis ?

- L'ère de l'« **hypermondialisation** » (Arvind Subramanian et Martin Kessler, 2013 ; Dani Rodrik) semble bel et bien être révolue avec la crise financière de 2007-2008. Une phase de « **démondialisation** » pourrait-elle lui succéder ?
- **Approche normative** : la « **démondialisation** » est à la base un projet **politique** construit sur une **dénonciation des méfaits** de la mondialisation commerciale, des firmes et des capitaux, telle qu'elle est prônée et mise en place par des **institutions internationales** comme le FMI ou l'OMC.
 - **Walden Bello**, sociologue altermondialiste philippin, est le premier à mettre sur le devant de la scène internationale le concept de « démondialisation » dans l'ouvrage qu'il publie en **2002**.
 - Il propose une nouvelle « **gouvernance économique globale** », plus à l'écoute des **besoins des populations**.
 - Favorable à une **relocalisation des flux financiers globaux**, il plaide en faveur de la refonte des politiques **fiscales actuelles**, jugées **inefficaces** et **injustes**.
 - **Jacques Sapir** dans *Démondialisation* (2011) défend l'établissement d'une « **nouvelle organisation économique** » qui viserait à diminuer les **effets négatifs** que la mondialisation libérale produit sur **certaines populations** (environnement, santé etc.).
 - Attention, il y a parfois **confusion** entre **altermondialisation** et **démondialisation** :
 - Les **altermondialistes** défendent « **une autre mondialisation** » (mais pas toujours la démondialisation), dans laquelle les externalités sont prises en compte.
 - **Protectionnisme et patriotisme économique** ne font pas partie du vocabulaire des altermondialistes. Ceux-ci parlent davantage de **commerce équitable** et d'**ouverture des frontières**.
 - Même si altermondialisation et démondialisation ont des **points communs, critiquant les excès de la mondialisation libérale**, leurs analyses respectives de la mondialisation actuelle **ne conduisent pas aux mêmes mesures**.
- **Approche positive** : **Aujourd'hui, qu'en est-il en réalité : la mondialisation recule-t-elle vraiment ?** La croissance du commerce mondial évolue désormais à **peu près au même rythme** que celle du PIB, et **non deux fois plus vite** comme c'était le cas avant la crise financière mondiale de 2008.
 - Depuis 2011, le ratio exportations mondiales sur PIB **n'augmente plus**, de même que les échanges internationaux sur le PIB, qui connaissent une certaine stagnation. **Documents n°3 et n°4**.
 - **Pol Antràs (2020) et Pinelopi Goldberg et Tristan Reed (2023)** écartent pourtant le terme de « démondialisation » pour décrire l'ère ouverte par la crise financière mondiale. Certes, les flux

commerciaux, les flux de capitaux et les flux humains ralentissent depuis celle-ci, voire semblent stagner, mais il n'est pas clair qu'ils déclinent:

- Le commerce international s'est révélé finalement **assez résilient** durant l'épidémie de Covid-19. Certes, la pandémie de Covid-19 a suscité des inquiétudes quant à la **résilience des chaînes d'approvisionnement internationales**, conduisant à des **appels à la relocalisation** (*reshoring*) d'une partie de la production ;
 - La montée des **tensions géopolitiques**, en particulier autour du conflit ukrainien ou entre la Chine et les Etats-Unis, a à la fois exprimé et alimenté des inquiétudes relatives à la **sécurité nationale**, si bien que certains responsables comme **Janet Yellen** ont appelé à une **réorientation** de l'approvisionnement en provenance de pays hostiles vers des pays jugés **plus sûrs géopolitiquement** (« **mondialisation entre amis** » ou **amicalisation/friendshoring**).
- ⇒ Ces éléments se sont traduits par une **réorganisation des échanges internationaux et un redéploiement des chaînes de valeur** plutôt que par leurs contractions.
- Exemple : signature d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande en 2024 ayant pour objectif d'augmenter de 30 % les échanges commerciaux en supprimant les droits de douane sur les exportations de l'UE et en réduisant ceux des exportations Néo-Zélandaises. L'UE est d'ailleurs le troisième partenaire commercial de la Nouvelle-Zélande.

 Lecture obligatoire de l'article d'Alternatives Economiques – Petite mondialisation entre amis.

- ⇒ Au final, il n'est pas encore clair qu'une véritable « démondialisation » soit à l'œuvre. Il serait plus juste de dire que nous connaissons depuis une quinzaine d'année une « **slowbalization** » selon l'OMC. [Document n°5 à lire obligatoirement.](#)

II. Quelques enjeux de la mondialisation

- Le phénomène de la mondialisation des économies soulève à la fois **espoirs** et **inquiétudes** : Peut-elle permettre un **rattrapage économique** des pays en développement ? Est-elle néfaste pour l'**emploi** dans les pays développés ? Ou encore accélère-t-elle la destruction de l'**environnement** à l'échelle mondiale ?

*« Aujourd'hui, la mondialisation, ça ne marche pas. Ça ne marche pas pour les **pauvres** du monde. Ça ne marche pas pour l'**environnement**. Ça ne marche pas pour la **stabilité** de l'économie mondiale. [...] Le problème n'est pas la mondialisation. **C'est la façon dont elle a été gérée.** »*

Joseph Stiglitz La grande désillusion (2002).

A. Mondialisation et croissance

- La relation entre mondialisation et croissance économique est **complexe** : s'agit-il d'une relation de **causalité**, ou simplement d'une relation de **corrélation** ?
- Les **théories traditionnelles du commerce international** mettent en évidence l'existence d'un gain à l'échange, **favorisant ainsi** la croissance économique.

- Selon **Adam Smith (1776)**, la division du travail et la spécialisation permettent une **amélioration de la productivité**, renforcées par le commerce international et l'accès à un marché plus large qui en découle (augmentation des débouchés).
- Selon **David Ricardo (1817)**, le commerce international permet également un gain à l'échange mais surtout il considère que **celui-ci repousse l'état stationnaire** vers lequel tend l'économie.
- Ceci justifie le processus de **libéralisation commerciale** dans le cadre du GATT (1947) puis de l'OMC (1995). D'après des études du GATT et de l'OCDE, **l'Uruguay Round de l'OMC (1986-1994)** a permis à l'économie mondiale de réaliser un gain de plus de **200 milliards de dollars par an**, soit une augmentation de 1 % du revenu mondial réel.
- L'étude de **Paul Bairoch (1993)**, **au contraire**, montre que c'est l'accroissement de l'activité économique qui **favorise** l'ouverture commerciale.
 - La forte baisse du commerce international **dans l'entre-deux guerres** n'est pas la cause de la faiblesse de la croissance économique aux États-Unis, **mais sa conséquence**.

B. Mondialisation et inégalités

- La mondialisation a un impact sur les inégalités à **l'intérieur des pays**, par exemple entre travail qualifié et non qualifié.
 - Tout d'abord, **selon le théorème de Stolper-Samuelson**, du fait de la **spécialisation** des économies, le facteur de production **abondant** dans une économie va voir son **revenu réel augmenter**, tandis que le facteur **rare** verra son **revenu réel baisser**.
- Dans les **pays développés**, abondants en travail qualifié **relativement** au travail non qualifié, **le facteur travail qualifié** (par exemple les ingénieurs et les cadres) va voir sa demande et donc sa rémunération réelle augmenter.
 - A l'inverse, le **travail non qualifié** va plutôt connaître une **baisse** de sa rémunération réelle.
 - **Les inégalités vont donc s'accroître à l'intérieur des pays développés**.
- Dans les **pays en développement**, le phénomène est inverse et le travail **non qualifié** connaît plutôt une hausse de sa rémunération réelle, **même si elle reste modeste**.
 - Exemple : La Chine où les salaires des moins qualifiés connaissent une forte hausse depuis plusieurs années.
- De plus, la mondialisation est fréquemment pointée du doigt, dans les pays développés, **en cas de délocalisations, ou de pertes d'emplois**. Cependant, le lien **n'est pas si évident**.
 - **La concurrence des produits issus des pays émergents** a bien sûr fragilisé certaines industries et entraîné des pertes d'emplois dans les pays développés.
 - **Mais** la désindustrialisation et la précarisation de l'emploi manufacturier dans les pays développés est à relier également à la **déformation de la structure de consommation en faveur des services et au progrès technique qui permet des gains de productivité**.
 - Ce progrès technique est biaisé en faveur des **travailleurs qualifiés** selon Paul Krugman.
- Enfin, la mondialisation aurait **maintenu** dans une **relation de dépendance** les pays en développement à l'égard des pays développés (Partie 6. Chapitre 4 – Economie du développement).

C. Mondialisation et environnement

« Il est frappant de constater qu'au moment où s'accumulent et se diffusent de plus en plus les biens dits de consommation, ce sont les **biens les plus nécessaires à la vie**, comme l'air et l'eau, qui commencent à faire défaut. »

Georges Pompidou, Discours à l'Alliance Française, Chicago, 28 février 1970.

- Effets **positifs** de la mondialisation sur l'environnement :
 - Echanges de **technologies ou de biens d'équipement** préservant l'environnement.
Exemple : avec l'élargissement de l'Union Européenne aux ex-pays socialistes de l'Europe de l'Est, diffusion de nouvelles technologies permettant de remplacer ou de réparer les vieilles centrales dangereuses installées à l'Est.
 - Mondialisation → concurrence accrue → besoin d'améliorer la **compétitivité hors-prix** par la **différenciation** des produits, notamment en améliorant leurs **qualités écologiques** (emballage recyclable, composants non polluants...).
 - **A l'inverse**, si protectionnisme → **absence d'incitation à la modernisation des équipements** → consommation énergétique élevée, pollution, épuisement des ressources naturelles.
 - **Courbe de Kuznets environnementale** de **Gene Grossman et Alan Krueger (1994)** : à mesure que la mondialisation agit **positivement** sur la croissance conformément aux théories traditionnelles du commerce international, l'intérêt des citoyens pour les **aménités environnementales** s'accroissent **au bout d'un moment**, permettant alors de réduire l'impact de la croissance économique sur l'environnement.
- Effets **néfastes** de la mondialisation sur l'environnement :
 - Mondialisation → concurrence accrue → besoin d'améliorer la compétitivité coût → pression sur les coûts de production → **délocalisations vers des pays à réglementations moins strictes** sur l'environnement afin de réduire les coûts de production.
 - Mondialisation → **plus de transports** → dégradation de l'environnement.
 - Mondialisation → intensification de la **surexploitation** des ressources, par l'internationaliser la « **tragédie des biens communs** » de **Garrett Hardin (1968)**.

D. Mondialisation et gouvernance mondiale

1. La notion de biens publics mondiaux

- **Bien public mondial (PNUD, 1999)** : bien **collectif (non rival et non exclusif)** qui est la **propriété de l'humanité** et qui doit faire l'objet d'une régulation à l'échelle **mondiale**.
 - **Gilles Fumey** : « *Certains phénomènes économiques posent des **problèmes** qui n'ont que des **solutions** à l'échelle de la planète* ».
 - **Charles Kindleberger (1986)** définit ainsi les biens publics mondiaux comme « *l'ensemble des biens **accessibles à tous les États** qui n'ont pas nécessairement un intérêt individuel à les produire* ».
- **Différents types** de biens publics mondiaux (typologie retenue par le Programme des Nations Unis pour le Développement, PNUD) :
 - **Naturels/environnement** : stabilité climatique, la préservation des océans ou encore la conservation de la biodiversité.
 - Les enjeux majeurs autour de ces biens publics naturels concernent leur **dégradation et leur surutilisation** par les individus, pouvant mener à leur **épuisement**.
 - D'origine **humaine** : **connaissances scientifiques**.

- La communauté internationale est alors confrontée à leur **sous-utilisation**, car ces connaissances sont globalement **moins accessibles** aux pays les plus pauvres.
- Les **résultats politiques globaux** : la paix, la santé, la stabilité financière internationale, ainsi que la libre-circulation des marchandises.
 - Problème de **sous-production**, notamment car les États peuvent s’impliquer de façon insuffisante au vu des enjeux : **comportement de passager clandestin** que l’on peut mettre en évidence par le **dilemme du prisonnier d’Albert Tucker (1950)**.

2. Les enjeux des biens publics mondiaux

- Un **bien public mondial** est une **défaillance de marché** du fait de la **non-révélation des préférences** par les individus et de la possibilité de comportement de **passagers clandestins**.
- De plus, à la différence des biens publics nationaux pris en charge par l’État, les biens publics mondiaux ne peuvent pas être produits par **un seul pays**.
 - En effet, les pays risquent **eux aussi** d’adopter un comportement opportuniste de passager clandestin, souhaitant profiter des bienfaits des mesures prises sans en supporter les coûts. Il s’agit d’une **défaillance des États**.
 - Exemples : chaque pays peut être tenté, **individuellement**, de ne pas agir en faveur de l’environnement ou de la paix (**Equilibre de Nash**), mais souhaite cependant, **au niveau international**, la stabilité climatique ou politique (**Optimum de pareto**).
- Il est alors nécessaire de recourir à la **coopération internationale pour produire et gérer les biens publics mondiaux**.
 - Par des **négociations interétatiques et d’institutions supranationales** (Organisation Mondiale du Commerce, Organisation Mondiale de la Santé...).
 - Avec des acteurs **non étatiques** tels que les Organisations Non Gouvernementales (ONG) et les associations de citoyens et de consommateurs.
- **Solutions** de gestion de ces biens publics mondiaux ?
 - Instruments **économiques incitatifs** : taxes pigouviennes, marché des droits à polluer pour les externalités.
 - Instruments **réglementaires contraignants** : les traités internationaux fixent des **normes** de comportements pour les Etats concernant l’utilisation des **biens publics mondiaux**.
 - Exemple : traités interdisant la pêche de certains poissons.
- **Les limites à la gestion des biens publics mondiaux** :
 - La gestion des biens publics mondiaux par des institutions **supranationales** ou des **traités internationaux** peut se heurter à la crainte des États de se défaire d’une partie de leur **souveraineté nationale**.
 - De plus, la coordination de l’action internationale **n’est pas aisée**, car les intérêts des États divergent parfois, et les sanctions en cas **d’engagements non respectés** sont également difficilement mises en œuvre. Partie 5. Chapitre 2 – Les applications économiques de la théorie des jeux.

E. Mondialisation et culture

- **Plusieurs visions :**
 - Emergence d'une **culture mondiale**, issue du **contact entre cultures nationales**. La culture mondiale ne serait alors **pas celle d'un groupe de pays dominants**.
 - **Versus américanisation** du monde, qui traduit l'hégémonie des Etats-Unis ou **occidentalisation de la culture**, conséquence de la **domination** des pays occidentaux sur le monde. Dans ce cas, la culture mondiale est celle d'un **ensemble de pays dominants**.
- **Risque d'une culture mondiale uniformisée ?**
 - Selon **Serge Latouche (2005)**, on assiste à une « *occidentalisation du monde* » par la diffusion des produits des firmes multinationales (FMN) à l'ensemble de la planète. Exemples : Iphone, Mac Donald, Eurodisney.
 - **Mais** en même temps, on observe toujours une grande diversité culturelle et des productions nationales spécifiques. Les FMN cherchent plus aujourd'hui à saisir et exploiter les **spécificités de chaque pays** plutôt que de diffuser des produits standards et universels (logique de **différenciation des produits**).
 - **Kenichi Ohmae (1985)** parle de stratégie de « *global localization* » : les filiales des FMN implantées à l'étranger disposent d'une **grande autonomie**. Ce sont des bases **régionales** qui peuvent saisir les **spécificités locales**.
Exemple : difficultés d'Eurodisney ou de Mac Donald au début en Europe et en France quand la FMN ne prenait pas en compte les spécificités locales en termes de **goûts culinaires** (burgers trop gros, trop gras, frites trop salées etc.).

F. Mondialisation et migrations

- Effets **positifs** de l'immigration :
 - Immigration → **apport démographique** pour les pays développés faisant face au **vieillissement** de leur population → contribution à la **croissance économique** et au **financement des retraites et de la protection sociale**.
 - Immigration → **main d'œuvre flexible et aux exigences salariales** moindres que la main d'œuvre nationale → hausse des profits → investissement, compétitivité-prix → croissance.
 - Le *brain-drain* élève le **stock de capital humain** des pays d'accueil et permet des **transferts de fonds** vers ces mêmes pays.
 - **Retour à terme** des travailleurs en provenance des pays en développement dans leur pays d'origine ?
 - **Echanges** d'étudiants, de chercheurs...
- Effets **distorsifs** de l'immigration :
 - Envoi de fonds à l'étranger des travailleurs migrants → **déséquilibres externes**.
 - Il s'agit cependant d'une **part modeste** de ces déséquilibres (Partie 7. Chapitre 2 – La balance des paiements).
 - Ces transferts financent des achats de produits, fréquemment **importés** des pays d'accueil.
 - Immigration → peut nuire à l'emploi des travailleurs **moins qualifiés** dans les pays développés. On peut rétorquer à cela que les immigrés occupent souvent des **emplois désertés** des autochtones.
 - *Brain-drain* dans les pays en développement : **retour sur investissement pour ces pays ?**